

Chatillon-sur-Seine

« Ça ne fonctionne pas » : les admissions suspendues au centre éducatif fermé

À l'arrêt pendant un an, l'activité du centre éducatif fermé de Chatillon-sur-Seine avait repris en octobre. Mais les admissions de mineurs délinquants sont à nouveau suspendues. Si la protection judiciaire de la jeunesse annonce un nouveau projet, les syndicats continuent de dénoncer un « naufrage institutionnel ».

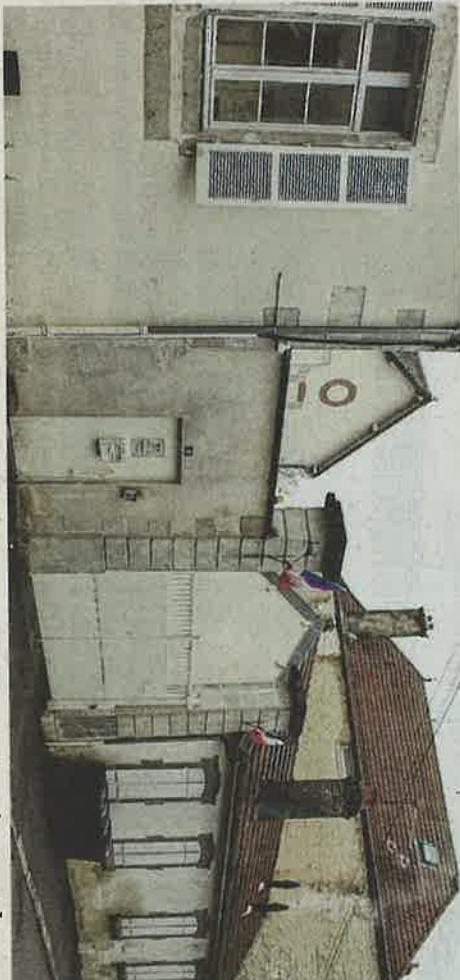
Depuis le 22 décembre, le centre éducatif fermé (CEF) de Chatillon-sur-Seine n'accueille plus de mineurs. La structure, qui constitue une alternative à l'incarcération pour les mineurs multirécidivistes, a une nouvelle fois suspendu provisoirement son activité, seulement trois mois après sa réouverture. « Je me répète, mais c'est un naufrage institutionnel, ça ne fonctionne pas et ça ne fonctionnera jamais, on n'arrive pas à assurer une prise en charge de qualité », lance Mathieu Moreau, éducateur et secrétaire régional du syndicat SNPES-PJJ FSU. « C'est de pire en pire à chaque fois, il faut le fermer définitivement, mais la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) s'enfête et veut ouvrir à tout prix. » Florence Barthélémy, directrice territoriale de la PJJ, assu-

Le CEF de Chatillon-sur-Seine va connaître une restrukturisation et la direction veut donner une nouvelle impulsion. Photo archives Astrid Gayet

re qu'une « nouvelle équipe travaille actuellement à un nouveau projet d'établissement. Les admissions de mineurs reprendront dans quelques semaines avec de nouvelles modalités de prise en charge. » Elle reconnaît que le CEF « rencontre des difficultés de fonctionnement depuis plusieurs années : manque de travaux, une solution de relogement provisoire sur site a été prévue avec des bâtiments en modulaires qui nécessitent une réorganisation des lieux et donc une courte suspension de l'activité. La PJJ souhaite donner une nouvelle impulsion au

CEF avec ce nouveau projet d'établissement. » Des travaux de restructuration et d'extension de l'unité

Mais les syndicats, qui n'ont



« De la maltraitance institutionnelle »

Rappelons qu'à l'été 2022, le CEF avait été fermé à cause de difficultés de recrutement principalement. Et il n'avait rouvert qu'en... octobre 2023.

« Il ne s'est rien passé pendant un an, aucun professionnel ne voulait y aller », affirme Mathieu Moreau. « Puis, ils ont réussi à remonter une équipe avec des éducateurs et des contractuels pour accueillir cinq ou six jeunes. Mais en deux mois, les collègues étaient déjà en difficulté et ont subi de la maltraitance institutionnelle.

L'encadrement dévalorisait les équipes d'éducateurs, alors que certains venaient de loin pour travailler. Depuis, ils sont affectés à droite à gauche provisoirement. » Mathieu Moreau et son syndicat continuent de se battre pour favoriser les foyers en milieu ouvert, plutôt que les CEF.

« Si on supprimait les CEF et qu'on récupérait leurs moyens financiers énormes, on pourrait vraiment s'occuper de ces jeunes et de leur réinsertion. La philosophie de l'enfermer ne doit plus prendre le dessus », martèle-t-il. ● Vannick Berton